

Edito de Stéphane Troussel



Stéphane Troussel
Président du groupe socialiste
et gauche citoyenne

Le vote du budget du Conseil général est un moment crucial pour la majorité départementale. Il fonde l'action des élus de Gauche et traduit notre engagement en faveur des séquano-dyonisiens.

Pour le département de la Seine-Saint-Denis touché de plein fouet par les effets conjugués de la crise économique et du désen-

gagement de l'Etat, le Budget du Conseil général n'aura jamais été aussi contraint et difficile à faire. Dépenses en hausse et ressources en baisse... c'est 100 millions d'euros qui manquent au budget 2010 du Conseil général. Depuis les transferts de charges non compensés de 2004, l'Etat doit à la Seine-Saint-Denis 640 millions d'euros. Voilà la vérité que nous vous devons sur le contexte institutionnel et financier dans lequel la majorité départementale élabore le budget 2010.

Aussi nous faisons le choix d'assumer nos responsabilités en maîtrisant les dépenses de fonctionnement et en préservant les capacités d'investissement du Département. Mais autant dire

que toutes les mesures de bonne gestion ne suffiront pas à équilibrer le budget départemental.

Nous sommes déterminés à ne pas nous laisser faire. Nous voulons défendre les actions du Conseil général que le gouvernement nous contraint à mettre en cause. C'est pourquoi, parallèlement au vote du budget, nous continuerons de mener la bataille politique : initiatives communes de l'exécutif et des groupes de la majorité en direction du gouvernement, actions judiciaires,...

Nous n'entendons pas renoncer à notre ambition pour la Seine-Saint-Denis sans livrer bataille!



L'art sous toutes ses formes et la culture sont au cœur de la vie sociale de notre pays, de son équilibre, de son identité et de son rayonnement. Notre département est riche de créations culturelles, de festivals rayonnants, de théâtres nationaux et d'artistes implantés. Les grands événements culturels de la Seine-Saint-Denis sont régulièrement mis en avant par la presse. Nous en sommes fiers et le public séquano-dyonisien ne s'y trompe pas, pour preuve sa participation massive à l'ensemble des spectacles qui lui sont proposés. Depuis un an et demi, le Département s'attache à consolider ce qui existe, ce qui fait l'action culturelle en Seine-Saint-Denis et concourt à son plus large accès pour tous.

Pour cela une part importante du budget est consacrée à la culture. Cette année, en Seine-Saint-Denis comme partout ailleurs, la culture est menacée par la remise en cause des principes et des moyens de l'intervention publique en faveur de la création artistique et de l'action culturelle.

Continuez à mobiliser, pour signer l'appel « la culture en danger » : www.lacultureendanger.fr

30205 personnes ont déjà signé.



Nos papiers, s'il vous plaît ...!

Les délais de délivrance des papiers d'identité dans notre département sont intolérables. Pourquoi en Seine-Saint-Denis, l'obtention d'un passeport électronique demande 8 semaines d'attente alors qu'à Paris, il n'en faut que trois ? Pour une CNI, il faut 9 semaines alors qu'à Paris en 10 jours c'est possible. Nombre de nos concitoyens ont aujourd'hui l'impression qu'en fonction du département où ils habitent, le traitement des dossiers est complètement différent. Le gouvernement jure qu'il n'en ait rien et que le

nécessaire a été fait auprès des préfectures. Comment explique-t-on alors que les habitants du département qui demandent leur passeport à Paris comme la loi les y autorise, se font systématique-



ment refouler? Les Séquano-dyonisiens sont victimes d'une double discrimination, celle de leur préfecture de Bobigny avec ses délais interminables et celle de la préfecture de Paris qui refuse de recevoir leurs demandes. Ne parlons pas des débuts difficiles et controversés du passeport biométrique qui demande quant à lui un matériel très coûteux en grande partie à la charge des mairies. Le Conseil général ne cesse d'interpeller le gouvernement pour faire rétablir l'égalité républicaine.

RÉFORME DES RETRAITES

C'est la réforme emblématique du quinquennat de Sarkozy, en théorie toutes les pistes sont posées mais en réalité et pour aller à l'essentiel, ce que privilégie l'UMP : travailler plus longtemps. Les quelques pistes connues ne suffisent pas à elles seules à combler le déficit de l'ensemble des régimes obligatoires qui atteint déjà quelque 25 milliards d'euros. Le gouvernement envisage éventuellement de baisser les pensions, et quand on connaît le nombre de retraités qui vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté, il y a de quoi crier au scandale !

La seconde piste, la hausse des cotisations, prônée par les syndicats et honnie par le patronat, sera incluse dans la réforme finale même si comme on l'a déjà dit cette hausse ne suffira pas à réduire sensiblement les déficits.

Pour le pouvoir en place, il ne reste alors que l'allongement de la durée du travail. Cette mesure a, selon eux, le double avantage de faire rentrer des cotisations supplémentaires et de raccourcir la durée de versement des pensions. Cette mesure peut se réaliser, soit en augmentant l'âge légal de la retraite soit en augmentant encore la durée de cotisation, le

tour est joué! Résultat : grand nombre de salariés devront travailler au-delà des 60 ans légaux.

En réalité, pour sauver les retraites, l'essentiel aujourd'hui n'est pas d'augmenter le nombre de trimestres de cotisation mais d'augmenter le nombre de ceux et celles qui ont un emploi, augmenter le nombre de ceux qui touchent un vrai salaire et donc augmenter le nombre de ceux qui cotisent... On ne pourra pas sauver les retraites si on ne parvient pas à lutter radicalement contre le chômage et la précarité!

Hélas, presque trois ans après leur arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont engagé aucune réforme pour lutter contre le chômage et la précarité. Le total des inscrits à Pôle emploi a augmenté de 800 000 en dix-huit mois, mais le gouvernement semble se moquer totalement de cette question. Ce silence en dit long sur les priorités de l'équipe au pouvoir.

Pour vous désinscrire de cette newsletter, merci d'indiquer votre adresse mail en cliquant ici

Groupe socialiste et gauche citoyenne
Conseil général de la Seine-Saint-Denis
Hôtel du département - 93006 Bobigny Cedex
Contact : Sophie Bidault Tél. : 01 43 93 93 57
groupe.socialiste.cg93@gmail.com